

Considérant que la situation économique actuelle justifie l'instauration au plus tôt de mesures temporaires en vue de sauver l'emploi dans l'industrie diamantaire;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Par dérogation aux dispositions de l'arrêté royal concernant l'agrément des ateliers de l'industrie diamantaire, l'agrément d'un atelier est maintenu si un ou plusieurs employeurs disposent d'un nombre de machines inférieur à celui prévu à l'article 9, § 2 de l'arrêté susmentionné, à condition qu'ils tiennent un registre spécial pour les ouvriers qu'ils occupent dans cet atelier.

Art. 2. Le registre spécial visé à l'article 1er du présent arrêté est demandé au moyen d'un formulaire particulier délivré gratuitement par la Commission paritaire de l'industrie et du commerce du diamant.

Art. 3. Le registre spécial visé à l'article 1er du présent arrêté est délivré par la Commission paritaire de l'industrie et du commerce du diamant et n'est valable qu'à partir de la date à laquelle il est paraphé par le Président ou le Vice-président ou le Secrétaire de cette commission.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1981 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 1982.

Art. 5. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 avril 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

R. DE WULF

**MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE
ET MINISTÈRE DES FINANCES**

F. 81 — 622

30 MARS 1981. — Arrêté royal relatif à l'intervention de la Région flamande dans le coût des travaux d'infrastructure visés à l'article 80, § 1er, du Code du logement

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code du logement annexé à l'arrêté royal du 10 décembre 1970 et approuvé par la loi du 2 juillet 1971, notamment l'article 80 inséré par la loi du 1er août 1978;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'accord du président de l'Exécutif flamand, donné le 1er décembre 1980;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'Etat à la Communauté flamande et après délibération au sein de l'Exécutif flamand,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'application du présent arrêté est limitée au territoire de la Région flamande.

Overwegende dat de huidige economische toestand het spoedig invoeren van tijdelijke maatregelen tot behoud van de werkgelegenheid in de diamantnijverheid rechtvaardigt;

Gelet op de hoogdringendheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In afwijking van de bepalingen van het koninklijk besluit betreffende de aanneming van de werkplaatsen van de diamantnijverheid blijft de aanneming van een werkplaats behouden, indien een of meerdere werkgevers beschikken over een minder aantal machines dan voorzien in artikel 9, § 2 van het hoger genoemde besluit, op voorwaarde dat zij voor de door hen tewerkgestelde arbeiders in die werkplaats een bijzonder register bijhouden.

Art. 2. Het bijzonder register bedoeld in artikel 1 van dit besluit wordt aangevraagd bij middel van een bijzonder formulier dat kosteloos wordt aangeleverd door het Paritair Comité voor de diamantnijverheid en -handel.

Art. 3. Het bijzonder register bedoeld in artikel 1 van dit besluit wordt aangeleverd door het Paritair Comité voor de diamantnijverheid en -handel en is slechts geldig vanaf de datum dat het gewaarmerkt is door de Voorzitter of de Ondervoorzitter of de Secretaris van dit Comité.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1981 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 1982.

Art. 5. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 april 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

R. DE WULF

**MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP
EN MINISTERIE VAN FINANCIEN**

N. 81 — 622

30 MAART 1981. — Koninklijk besluit betreffende de tegemoetkoming van het Vlaamse Gewest in de kosten van de infrastructuurwerken bedoeld in artikel 80, § 1, van de Huisvestingscode

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Huisvestingscode, vastgesteld bij het koninklijk besluit van 10 december 1970, en bekragtigd bij de wet van 2 juli 1971, inzonderheid op artikel 80, ingevoegd bij de wet van 1 augustus 1978;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980, tot hervorming der instellingen;

Gelet op de gewone wet van 9 augustus 1980, tot hervorming der instellingen;

Gelet op het akkoord van de Voorzitter van de Vlaamse Executieve, gegeven op 1 december 1980;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Gelet op de voordracht van Onze Staatssecretaris voor de Vlaamse Gemeenschap, en na beraadslaging in de Vlaamse Executieve,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De toepassing van dit besluit is beperkt tot het grondgebied van het Vlaamse Gewest.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

- « Ministre », le membre de l'Exécutif flamand qui a le logement dans ses attributions;
- « groupe d'habitations », un groupe d'au moins 25, 15 ou 10 habitations ou parcelles, visé à l'article 80 du Code du logement, y compris les installations, équipements et constructions communs faisant partie du groupe d'habitations;
- « Administration », l'administration qui est compétente dans la Région flamande pour les équipements d'infrastructure dans le cadre de la politique du logement;
- « engagement de vente », la promesse ou le compromis de vente ou tout autre écrit constatant l'engagement de vente de la part du propriétaire.

Art. 3. § 1er. Les équipements d'infrastructure ne peuvent être exécutés que sur ou dans des terrains libres de toutes charges, qui soit appartenent déjà au domaine public de la commune, soit sont susceptibles d'y être incorporés. Ils doivent en outre être destinés et strictement nécessaires à l'utilisation du groupe d'habitations.

§ 2. L'équipement en voirie comprend l'établissement et l'aménagement :

a) des espaces réservés à la circulation des véhicules et des piétons à l'intérieur du groupe d'habitations, ainsi que de ceux qui sont indispensables pour assurer un accès normal au groupe d'habitations;

b) des emplacements de stationnement;

c) des constructions fixes à l'intérieur des espaces réservés à la circulation.

§ 3. Le réseau d'égouts doit s'inscrire dans le plan d'ensemble des égouts de la commune. Il comprend l'établissement et l'aménagement :

a) de la conduite d'évacuation des eaux jusqu'au plus proche exutoire;

b) des conduites d'amorce des raccordements individuels du groupe d'habitations;

c) des stations de pompage et d'épuration ainsi que de tous autres équipements indispensables en vue de l'évacuation normale des eaux et de la prévention de la pollution par les eaux usées.

§ 4. L'éclairage public comprend l'établissement et l'équipement de l'extension du réseau général d'éclairage public au groupe d'habitations.

§ 5. Le réseau de distribution d'eau comprend l'établissement et l'équipement de l'extension du réseau général de distribution d'eau, y compris les bouches d'incendie, au groupe d'habitations.

§ 6. L'aménagement des abords communs des habitations comprend l'établissement :

a) de plantations et de gazon, ainsi que l'exécution des terrassements et amendements de sol nécessaires à cet effet;

b) des revêtements indispensables à l'utilisation des abords communs des habitations;

c) des constructions en vue de la réalisation de bacs à plantes, à eau et à sable.

Art. 4. § 1er. Dans les limites des crédits budgétaires, le Ministre est autorisé à prendre le coût des travaux énumérés à l'article 3 en charge sur le budget de la Communauté flamande, jusqu'à concurrence des pourcentages prévus à l'article 5.

§ 2. Il est également autorisé à octroyer, à ordonner et à liquider, dans les mêmes limites et sur le même budget des subventions en vue de l'exécution des travaux énumérés à l'article 3 par les administrations et organismes visés à l'article 80, § 1er, du Code du logement.

Le marché relatif à l'exécution des travaux ne peut être attribué qu'après la notification de la promesse ferme de subvention à l'administration ou l'organisme intéressé. L'attribution prématuree du marché sera considérée d'office comme une renonciation à la subvention.

Art. 5. § 1er. Pour autant que les travaux énumérés à l'article 3 desservent les intérêts visés à l'article 80 du Code du logement, l'Etat, selon le cas, prend entièrement à sa charge le coût de l'exécution de ces travaux, ou accorde une subvention de 100 p.c., en tenant compte du caractère forfaitaire de cette subvention comme prévu à l'article 80, § 4, alinéa 2, du Code du logement. Pour l'établissement de l'intervention forfaitaire, il est également tenu compte des révisions contractuelles des prix.

Art. 2. In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

— « Minister », het lid van de Vlaamse Executieve tot wiens bevoegdheid de Huisvesting behoort;

— « woonkern », een groep van minstens 25, 15 of 10 woningen of percelen, zoals bedoeld in artikel 80 van de Huisvestingscode, met inbegrip van de gemeenschappelijke installaties, voorzieningen en gebouwen, die van de woonkern deel uitmaken;

— « het Bestuur », het bestuur bevoegd in het Vlaamse Gewest voor de infrastructuuruitrustingen in het kader van het huisvestingsbeleid;

— « verkoopverbintenis », de verkoopbelofte, het verkoopcompromis of elk ander geschrift waaruit vanwege de eigenaar de verbintenis tot verkopen blijkt.

Art. 3. § 1. De infrastructuuruitrustingen mogen slechts uitgevoerd worden op of in gronden, vrij van gelijk welke last, die ofwel reeds tot het openbaar domein van de gemeenten behoren, ofwel vatbaar zijn om daarin ingelijst te worden. Zij moeten bovendien bestend en strikt noodzakelijk zijn voor de bruikbaarheid van de woonkern.

§ 2. De wegenuitrusting omvat het aanleggen en het geschiktmaaken van :

a) de circulatierruimten voor voertuigen en voetgangers binnen de woonkern, alsmede diegene die noodzakelijk zijn om een normale toegang tot de woonkern te verzekeren;

b) de parkeerplaatsen;

c) de vaste constructies binnen de circulatierruimten.

§ 3. Het rioolnet moet kaderen in het totaal rioleringssplan van de gemeente. Het omvat het aanleggen en het geschiktmaaken van :

a) de waterafvoerleiding tot het dichtstbijzijnde loozingspunt;

b) de wachtbuizen voor de aansluiting van de woonkern;

c) de gemalen, de zuiveringstations en de andere noodzakelijke voorzieningen voor de normale waterafvoer en deze ter voorkoming van verontreiniging door afvalwater.

§ 4. De openbare verlichting omvat het aanleggen en het uitrusten van de uitbreiding van het algemeen openbaar verlichtingsnet ten behoeve van de woonkern.

§ 5. Het watervoorzieningsnet omvat het aanleggen en het uitrusten van de uitbreiding van het algemeen waterbedelingsnet, de hydranten daarin begrepen ten behoeve van de woonkern.

§ 6. De gemeenschappelijke omtrek der woningen omvat het aanleggen van :

a) plantsoenen en grasperken, alsmede de hiertoe noodzakelijke grondwerken en grondverbeteringen;

b) de voor het gebruik van de gemeenschappelijke omtrek van de woningen noodzakelijke verhardingen;

c) bouwwerken ter verwezenlijking van plant-, water- en speelvakken.

Art. 4. § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten is de Minister gemachtigd, ten belope van de in artikel 5 bepaalde percentages, de kosten van de in artikel 3 vermelde werken ten laste te leggen van de begroting van het Vlaamse Gewest.

§ 2. Hij is eveneens gemachtigd, binnen dezelfde perken en op dezelfde begroting, toelagen te verlenen, te ordonneren en te vereffenen voor de uitvoering van de in artikel 3 vermelde werken door de besturen en instellingen, bedoeld in artikel 80, § 1, van de Huisvestingscode.

De opdracht voor de uitvoering van de werken mag niet worden gegund vóór de betrekking aan het betrokken bestuur of instelling van de vaste belofte van toelage. Een voorlopige gunning van de opdracht wordt ambtshalve als een verzaking van de toelage beschouwd.

Art. 5. § 1. Voor zover de in artikel 3 vermelde werken, de in artikel 80 van de Huisvestingscode bedoelde woonkernbelangen ten goede komen, neemt het Vlaamse Gewest, naar gelang van het geval, de kosten voor de uitvoering van die werken volledig te zijnen laste of verleent hij een toelage van 100 pct., daarbij rekening houdend met het forfaitair karakter van die toelage, zoals bedoeld in artikel 80, § 4, tweede lid, van de Huisvestingscode. Bij de berekening van de forfaitaire toelage wordt eveneens rekening gehouden met de contractuele prijsverzieningen.

La prise en charge ou les subventions visées à l'alinéa précédent ne s'élèvent qu'à 60 p.c. si les travaux desservent des intérêts communs autres que ceux du groupe d'habitations.

Si certains travaux ou parties de travaux dont le coût ou subventionnement ne peuvent être pris en charge en vertu de l'article 80 du Code du logement forment un tout techniquement indivisible avec les travaux tombant à charge de la Région flamande, ces travaux ou parties de travaux peuvent être incorporés dans l'exécution, et ce, à charge de l'instance concernée.

§ 2. La prise en charge ou les subventions visées au § 1er sont déterminées en procédant à une répartition proportionnelle entre les 60 p.c. et 100 p.c. pour les travaux concernés indivisiblement par les intérêts du groupe d'habitations et par les autres intérêts communs.

Si les travaux précités desservent en outre des intérêts privés qui ne peuvent être pris en charge en aucune façon, la prise en charge ou les subventions visées au § 1er sont déterminées en procédant à une répartition proportionnelle entre les 100 p.c., 60 p.c. et 0 p.c.

§ 3. Si les travaux sont subventionnés par la Région flamande, comme le prévoient les §§ 1 et 2, les frais généraux afférents à l'étude, à la mise en adjudication et à la surveillance permanente sont compensés par une majoration de l'intervention forfaitaire de l'ordre de 6 p.c. Pour les travaux exécutés en régie, cette majoration s'élève à 2 p.c.

§ 4. Le Ministre fixe les critères de la répartition proportionnelle, ainsi que les modalités de liquidation des subventions.

Art. 6. L'étude, la mise en adjudication, la direction, le contrôle de l'exécution et la réception des travaux, totalement ou partiellement, à charge de la Région flamande, sont assurés soit par l'Administration, soit par des auteurs de projets désignés par le Ministre.

Le Ministre fixe le barème, les modalités de répartition et de liquidation des honoraires pour l'étude, la direction et la surveillance permanente des auteurs de projets relatifs aux travaux dont l'Administration est le maître de l'ouvrage.

Au cas où il est fait appel à des auteurs de projets, l'étude de tous les travaux, que ce soit au stade d'avant-projet ou de projet, ainsi que les documents d'adjudication et un devis détaillé seront soumis à l'approbation de l'Administration.

Art. 7. Les réseaux d'éclairage public et de distribution d'eau sont étudiés et exécutés par la société chargée de leur exploitation, ou par son intermédiaire. Moyennant l'accord de la société et après que celle-ci aura donné son approbation, ils peuvent être incorporés dans le projet relatif à d'autres travaux.

Si l'estimation du coût du réseau de distribution global desservant le groupe d'habitations n'excède pas le montant prévu à l'article 48 de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, ces sociétés peuvent être habilitées à exécuter les travaux en régie.

Art. 8. Les administrations et organismes visés à l'article 80, § 1er, du Code de logement fournissent tous les renseignements utiles et accordent les facilités nécessaires en vue de permettre à l'Administration de contrôler l'exécution des travaux subventionnés en tout temps.

Art. 9. Le Ministre et le membre de l'Exécutif flamand, qui ont l'aménagement du territoire dans leurs attributions, prennent des mesures en vue du déroulement conforme au plan de l'exécution des équipements d'infrastructure et de la construction des habitations, afin d'assurer l'habitabilité du groupe d'habitations et particulièrement, l'accès normal aux habitations dès qu'elles peuvent être occupées.

L'Administration ou l'organisme visé à l'article 80, § 1er, du Code de logement, qui réalise le groupe d'habitations, est chargé de la coordination entre tous les maitres d'œuvre et exécutants des travaux à tous les stades de la réalisation du groupe d'habitatis. Par la même occasion, ce coordinateur veille à ce que les différents exécutants ne causent pas de dommages aux travaux des autres. Dans ce dernier cas, les dommages sont constatés contradictoirement par l'administration ou les organismes, d'une part, et par les exécutants concernés, d'autre part, en vue d'un règlement à l'amiable ou d'une indemnisation.

De tenlasteneming of de toelagen, bedoeld in het vorige lid, bedragen slechts 60 pct., indien de werken andere gemeenschappelijke belangen ten goede komen dan de woonkernbelangen.

Indien bepaalde werken of gedeelten van werken, waarvan de kosten of waarvoor de toelagen niet kunnen worden ten laste genomen op grond van artikel 80 van de Huisvestingscode, een technisch ondeelbaar geheel uitmaken met werken die ten laste vallen van het Vlaamse Gewest, dan kunnen ze in de uitvoering worden opgenomen, ten laste van de betrokken instantie.

§ 2. De in § 1 bedoelde tenlasteneming of toelagen worden vastgesteld door een evenredige verdeling tussen 60 pct. en 100 pct. voor de werken waarbij de woonkernbelangen en de andere gemeenschappelijke belangen ondeelbaar betrokken zijn.

Zijn voormelde werken bovendien nog vermengd met private belangen, die in geen geval kunnen worden ten laste genomen, dan worden de in § 1 bedoelde tenlasteneming of toelagen vastgesteld naar verhoging van 100 pct., 60 pct. en 0 pct.

§ 3. Indien de werken door het Vlaamse Gewest worden betaald, zoals bedoeld in §§ 1 en 2, worden de algemene kosten voor studie, aanbesteding en bestendig toezicht vergoed door een verhoging van de forfaitaire toelage van 6 pct. Voor werken uitgevoerd in regie bedraagt de verhoging 2 pct.

§ 4. De Minister stelt de criteria voor die evenredige verdeling vast, evenals de modaliteiten voor de uitbetaling van de toelagen.

Art. 6. De studie, de aanbesteding, de leiding, de controle op de uitvoering en de oplevering van de werken, die geheel of gedeeltelijk ten laste vallen van het Vlaamse Gewest, worden verzekerd door het Bestuur of door ontwerpers aangesteld door de Minister.

De Minister bepaalt het barema en de verdelings- en vereffensingsmodaliteiten van de honoraria voor de studie, de leiding en het bestendig toezicht van de ontwerpers voor de werken waarvoor het Bestuur als opdrachtgever optreedt.

Wordt beroep gedaan op ontwerpers, dan wordt de studie van al de werken, zowel in het stadium van voorontwerp als van het ontwerp, evenals de aanbestedingsstukken en een omstandige kostenraming aan de goedkeuring van het Bestuur overgelegd.

Art. 7. De netten voor openbare verlichting en watervoorziening worden ontworpen en uitgevoerd door bemiddeling van of door de maatschappij die voor de uitbating zal instaan. Ze mogen, mits de toestemming van de maatschappij en nadat deze haar goedkeuring heeft verleend, opgenomen worden in het ontwerp van andere werken.

Indien de geraamde kostprijs van het volledig bedelingsnet van de woonkern niet hoger ligt dan het bedrag in artikel 48 van het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aannemingen van werken, leveringen en diensten, kunnen deze maatschappijen gemachtigd worden de werken in eigen beheer uit te voeren.

Art. 8. De in artikel 80, § 1, van de Huisvestingscode bedoelde besturen en instellingen verstrekken alle gewenste inlichtingen en verlenen alle nodige faciliteiten zodat het Bestuur de uitvoering van de betoelaagde werken te allen tijde kan controleren.

Art. 9. De Minister en het Lid van de Vlaamse Executieve, tot wiens bevoegdheid de ruimtelijke ordening behoort, nemen maatregelen met het oog op het planmatig verloop van de uitvoering van de infrastructuuruitrustingen en het bouwen van de woningen, zodat de bewoonbaarheid van de woonkern en inzonderheid de normale toegang tot de woningen wordt verzekerd zodra deze kunnen betrokken worden.

Het Bestuur of de instelling bedoeld in artikel 80, § 1, van de Huisvestingscode, die de woonkern realiseert, treedt op als coördinator tussen alle opdrachtgevers en uitvoerders van de werken in alle stadia van de realisatie van de woonkern. Tevens waakt deze coördinator ervoor dat de verschillende uitvoerders geen beschadiging aanrichten aan elkanders uitvoeringen. In dit laatste geval worden de beschadigingen tegensprekend door het bestuur of de instellingen enerzijds en de betrokken uitvoerders anderzijds vastgesteld met het oog op een minnelijke regeling of op een schadeloosstelling.

Art. 10. § 1er. Les acquéreurs visés à l'article 80, § 5, du Code du logement doivent :

1° lorsqu'il s'agit d'une habitation sociale ou d'une petite propriété terrienne, avoir obtenu la promesse d'octroi d'une prime à l'achat, instituée par arrêté royal du 25 août 1980 instituant, pour la Région flamande, des primes à l'achat de logements dans le secteur public;

2° lorsqu'il s'agit d'une habitation moyenne :

a) ne pas avoir bénéficié, pour l'avant-dernière année précédant celle du contrat de vente, de revenus dont le montant global excède le maximum fixé pour l'obtention de la prime à l'achat visé au 1° et augmenté d'une somme de 100 000 F;

b) satisfaire, à la date du contrat de vente précité, aux conditions prévues à l'article 6 de l'arrêté royal visé au 1°;

3° lorsqu'il s'agit d'une parcelle destinée à la construction d'une habitation assimilée à une habitation sociale ou à une petite propriété terrienne :

a) ne pas avoir bénéficié, pour l'avant-dernière année précédant celle de la conclusion du contrat de vente de la parcelle, de revenus dont le montant excède le maximum prévu à l'article 7 de l'arrêté royal du 25 août 1980 instituant, pour la Région flamande, des primes à la construction pour la construction ou l'acquisition de logements neufs;

b) satisfaire, à la date du contrat précité, aux conditions prévues à l'article 6 de l'arrêté royal visé au a;

c) à la même date, ne pas posséder entièrement non plus que le conjoint, un autre terrain à bâtir en propriété, ni un droit réel qui leur permette d'y construire une habitation. Pour l'application de cette disposition, il n'est pas tenu compte des alinéas d'une partie de la propriété ou de l'usufruit réalisés par l'acquéreur ou son conjoint, au cours des deux dernières années précédant la date de conclusion du contrat de vente;

4° lorsqu'il s'agit d'une parcelle destinée à la construction d'une habitation moyenne, satisfaire, à la date de la conclusion du contrat de vente de cette parcelle, aux conditions prévues aux 2° et 3°, c, du présent article;

§ 2. Toutefois, lorsque l'acte de vente de l'habitation ou de la parcelle n'est pas passé dans l'année suivant la date du contrat de vente, les acquéreurs visés au § 1er, 2°, 3° et 4°, sont à nouveau tenus de fournir la preuve qu'ils satisfont, suivant le cas, aux conditions prévues par le présent article.

Dans des conditions spéciales ou en cas de force majeure, le Ministre peut accorder une dérogation aux dispositions du 1er alinéa, par décision motivée.

§ 3. Le montant de 100 000 F, prévu au § 1er, 2°, a, est rattaché à l'indice 124,02 des prix à la consommation.

Il est augmenté ou diminué de 2 p.c. à partir du premier jour du deuxième mois suivant la période de deux mois consécutifs pendant laquelle l'indice atteint 126,50 points ou descend à 121,54 points.

Dans la suite, ils sont augmentés ou diminués dans les mêmes conditions, chaque fois que l'indice monte ou descend, pendant une période de deux mois consécutifs, d'au moins 2,48 points par rapport à l'indice qui a justifié, soit l'augmentation précédente, soit la diminution précédente.

Art. 11. Les locataires visés à l'article 80, § 5, du Code du logement doivent :

1° lorsqu'il s'agit d'une habitation sociale ou d'une petite propriété terrienne, satisfaire, à la date de la prise en location, aux conditions de patrimoine et de revenus prévues à l'article 3, 3° et 4°, de l'arrêté royal du 18 décembre 1979 réglementant, pour la Région flamande, le régime des loyers des habitations appartenant aux sociétés agréées par la Société nationale du Logement ou à la Société nationale elle-même;

2° lorsqu'il s'agit d'une habitation moyenne, satisfaire à la date de la prise en location, aux conditions prévues à l'article 10, § 1er, 2°.

Néanmoins, une dérogation aux conditions patrimoniales visées aux 1° et 2°, est prévue en faveur de locataires qui ne peuvent, pour des raisons professionnelles, occuper leur habitation, qu'ils possèdent entièrement en propriété ou en usufruit.

Art. 10. § 1. Van de verwervers, bedoeld in artikel 80, § 5, van de Huisvestingscode wordt vereist :

1° wanneer het een volkswoning of een kleine landeigendom betreft, dat zij de belofte bekomen dat hen de kooppremie zal worden toegekend, ingesteld bij het koninklijk besluit van 15 augustus 1980 tot instelling, voor het Vlaamse Gewest, van premies voor het kopen van woningen in de openbare sector;

2° wanneer het een middelgrote woning betreft :

a) dat zij voor het voorlaatste jaar dat het jaar van de verkoopverbintenis voorafgaat, geen inkomsten gehad hebben waarvan het totale bedrag het maximum overschrijdt, vastgesteld voor het bekomen van de in 1° bedoelde kooppremie, verhoogd met een bedrag van 100.000 F;

b) dat zij op de datum van voormelde verbintenis voldoen aan de voorwaarden vastgesteld in artikel 6 van het in 1° bedoeld koninklijk besluit;

3° wanneer het een perceel betreft dat bestemd is voor de bouw van een met een volkswoning of kleine landeigendom gelijkgestelde woning :

a) dat zij voor het voorlaatste jaar dat het jaar van het afsluiten van de verkoopverbintenis voor het perceel voorafgaat, geen inkomsten genoten hebben dat het maximumbedrag overschrijdt, bedoeld in artikel 7 van het koninklijk besluit van 25 augustus 1980 tot instelling voor het Vlaamse Gewest van bouwpremies voor het oprichten of het verwerven van nieuwe woningen;

b) dat zij op de datum van voormelde verbintenis voldoen aan de voorwaarden vastgesteld in artikel 6 van het in a bedoelde koninklijk besluit;

c) dat zij zelf noch hun echtgenoot op dezelfde datum een ander bouwterrein volledig in eigendom hebben of een zakelijk recht hebben erop te bouwen. Voor de toepassing van deze bepaling wordt er geen rekening gehouden met de vervreemdingen, door de verkrijger of zijn echtgenoot, van een gedeelte van de eigendom of van het vruchtgebruik tijdens de twee jaar die de datum van het afsluiten van de verkoopverbintenis voorafgaan;

4° wanneer het een perceel betreft dat bestemd is voor de bouw van een middelgrote woning, dat zij op de datum waarop zij de verkoopverbintenis voor dit perceel afsluiten voldoen aan de voorwaarden bepaald in 2° en 3°, c, van dit artikel.

§ 2. Wanneer evenwel de verkoopakte van de woning of het perceel niet verleden wordt binnen een jaar na de datum van de verkoopverbintenis, zijn de in § 1, 2°, 3° en 4° bedoelde verwervers ertoe verplicht opnieuw het bewijs te leveren dat zij voldoen, naargelang van het geval, aan de bij dit artikel bedoelde voorwaarden.

In bijzondere omstandigheden en in geval van overmacht kan de Minister bij een met redenen omklede beslissing afwijking verlenen op het bepaalde in het eerste lid.

§ 3. Het bedrag van 100 000 F, vermeld in § 1, 2°, a, wordt gekoppeld aan het indexcijfer 124,02 der consumptieprijsen.

Het wordt met 2 pct. verhoogd of verlaagd vanaf de eerste van de tweede maand volgend op de periode van twee opeenvolgende maanden waarin het indexcijfer 126,50 punten bereikt of tot 121,54 punten daalt.

Vervolgens wordt het in dezelfde voorwaarden verhoogd of verlaagd telkens als het indexcijfer gedurende twee opeenvolgende maanden met minstens 2,48 punten stijgt of daalt, in verhouding tot het indexcijfer dat hetzelfde voorafgaande verhoging, hetzelfde voorafgaande verlaging gewettigd heeft.

Art. 11. Van de huurders bedoeld in artikel 80, § 5, van de Huisvestingscode is vereist :

1° wanneer het een volkswoning of een kleine landeigendom betreft, dat zij op de datum dat de huur ingaat voldoen aan de voorwaarden betreffende het bezit en het inkomen vastgesteld in artikel 3, 3° en 4°, van het koninklijk besluit van 16 december 1979 houdende reglementering voor het Vlaamse Gewest van het huurstelsel betreffende de woningen die aan de door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting erkende vennootschappen of aan de Nationale Maatschappij zelf toebehoren;

2° wanneer het een middelgrote woning betreft, dat zij op de datum dat de huur ingaat voldoen aan de voorwaarden gesteld in artikel 10, § 1, 2°.

Van de voorwaarden betreffende het bezit, vermeld in 1° en 2°, wordt evenwel afgeweken ten voordele van de huurders die om beroepsredenen hun woning niet kunnen betrekken welke zij volledig in eigendom of in vruchtgebruik hebben.

Art. 12. Dans les trois mois de la date de passation de l'acte de vente, le vendeur de la parcelle fait part de la vente à l'Administration du Logement.

Le gros œuvre de l'habitation, dont il est question à l'article 10, § 1er, 3^e et 4^e, doit être achevé dans un délai de cinq ans à compter de cette même date. Un certificat à délivrer par le bourgmestre de la commune concernée en attestera et devra être soumis dans le même délai à l'Administration du Logement et au vendeur.

Art. 13. L'habitation visée à l'article 10, § 1er, 3^e, doit répondre aux conditions fixées par l'article 5 de l'arrêté royal du 25 août 1980 instituant, pour la Région flamande, des primes à la construction pour la construction ou l'acquisition de logements neufs.

L'habitation visée à l'article 10, § 1er, 4^e, doit répondre aux conditions visées à l'alinéa précédent, étant toutefois entendu que les maximums de 120 m² et de 85 m² sont augmentés de 20 m².

Un certificat à délivrer par l'Administration provinciale de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire compétente doit attester que les conditions précitées sont remplies.

Art. 14. Lorsqu'il s'avère qu'un ou plusieurs acquéreurs ou locataires ne satisfont pas aux conditions fixées par le présent arrêté, les organismes et administrations visés au § 1er, alinéa 1er, de l'article 80 du Code du logement sont tenus à rembourser l'intervention, majorée des intérêts au taux légal.

Dans des conditions spéciales ou en cas de force majeure, le Ministre peut accorder une dérogation aux dispositions du 1er alinéa, par décision motivée.

Art. 15. § 1er. Avant l'exécution des équipements d'infrastructure, l'administration ou l'organisme qui réalise le groupe d'habitats transmettra au Ministre la promesse formelle de transfert au domaine public des réseaux de voirie et d'égouts et de l'assiette nécessaire pour ceux-ci.

§ 2. Le transfert des réseaux de voirie et d'égouts à la commune, conformément à l'article 80 du Code du logement, ainsi que de l'assiette visée au § 1er, aura lieu lors de la réception définitive des équipements d'infrastructure, par acte passé devant le bourgmestre agissant conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi du 27 mai 1870 portant simplification des formalités administratives en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

A défaut d'un tel acte, le transfert se fera d'office par arrêté pris par Nous, auquel est joint un plan de l'infrastructure à transférer.

Art. 16. Sans préjudice des dispositions du Code pénal ou des poursuites judiciaires engagées en application des dispositions de l'arrêté royal du 31 mai 1933, les organismes et administrations visés au § 1er, premier alinéa, de l'article 80 du Code du logement sont tenus à rembourser à la Région flamande le montant de son intervention, majoré des intérêts à taux légal, lorsque les conditions ne sont pas respectées.

Art. 17. L'arrêté royal du 24 juillet 1975 fixant, pour la Région flamande, les modalités d'application de l'article 33 du Code du logement, modifié par les arrêtés royaux du 23 février 1976 et du 27 juin 1978, est abrogé.

Art. 18. Le présent arrêté produit ses effets le 1er mars 1981.

Art. 19. Notre Ministre de la Communauté flamande, Notre Ministre des Finances et Notre Secrétaire d'Etat à la Communauté flamande sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 mars 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Communauté flamande,

G. GEENS

Le Ministre des Finances,

M. EYSKENS

Le Secrétaire d'Etat à la Communauté flamande,

Mme H. DE BACKER-VAN OCKEN

Art. 12. De verkoper van het perceel grond deelt binnen de drie maanden vanaf de datum van het verlijden van de verkoopakte de verkoop mee aan het Bestuur voor de Huisvesting.

De ruwbouw van de woning, waarvan sprake is in artikel 10, § 1, 3^e en 4^e, moet binnen een termijn van vijf jaar te rekenen vanaf diezelfde datum voltooid zijn. Dit moet blijken uit een door de burgemeester van de betrokken gemeente af te leveren attest, dat binnen dezelfde termijn aan het Bestuur voor de Huisvesting en aan de verkoper is over te leggen.

Art. 13. De in artikel 10, § 1, 3^e, vermelde woning moet voldoen aan de voorwaarden gesteld bij artikel 5 van het koninklijk besluit van 25 augustus 1980 tot instelling voor het Vlaamse Gewest van bouwpremies voor het oprichten of het verwerven van nieuwe woningen.

De in artikel 10, § 1, 4^e, vermelde woning moet voldoen aan de in artikel 10, § 1, 4^e, vermelde voorwaarden, met dien verstande evenwel dat de maxima van 120 m² en 85 m² worden verhoogd met 20 m².

Uit een attest opgemaakt door het bevoegde provinciale Bestuur van de Stedebouw en de Ruimtelijke Ordening moet blijken dat voormelde voorwaarden vervuld zijn.

Art. 14. Wanneer blijkt dat één of meerdere kopers of huurders niet voldoen aan de voorwaarden gesteld in dit besluit, dan zijn de instellingen en besturen, bedoeld in § 1, eerste lid, van artikel 80 van de Huisvestingscode, gehouden tot terugbetaling van de tegemoetkoming, vermeerderd met de wettelijke intresten.

In bijzondere omstandigheden of in geval van overmacht kan de Minister bij een met redenen omklede beslissing afwijking verlenen op het bepaalde in het eerste lid.

Art. 15. § 1. Voor de uitvoering van de infrastructuuruitrustingen zal het bestuur of de instelling die de woonkern realiseert de Minister de formele belofte overleggen tot opname in het openbaar domein van de wegen- en rioolnetten en de voor deze noodzakelijke zate.

§ 2. De overdracht aan de gemeente van de wegen- en rioolnetten, krachtens artikel 80 van de Huisvestingscode, evenals van de in § 1 vermelde zate gebeurt bij de definitieve oplevering van de infrastructuuruitrustingen, bij akte verleden voor de burgemeester handelend overeenkomstig de bepalingen van artikel 9 van de wet van 27 mei 1870 houdende vereenvoudiging van de administratieve formaliteiten inzake onteigeningen voor openbaar nut.

Bij ontstentenis van deze akte gescheidt de overdracht ambts-halve bij een door Ons te nemen besluit waaraan een plan is gevoegd van de over te dragen infrastructuur.

Art. 16. Onvermindert de bepalingen van het Strafwetboek of de gerechtelijke vervolgingen, in toepassing van de bepalingen van het koninklijk besluit van 31 mei 1933, zijn de instellingen en besturen, bedoeld in § 1, eerste lid, van artikel 80 van het Huisvestingscode, verplicht aan het Vlaamse Gewest het bedrag van zijn tegemoetkoming terug te betalen, vermeerderd met de intresten aan de wettelijke rentevoet, wanneer de voorwaarden niet worden nageleefd.

Art. 17. Het koninklijk besluit van 24 juli 1975 houdende de uitvoeringsmodaliteiten voor het Vlaamse Gewest van artikel 33 van de Huisvestingscode, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 februari 1976 en 27 juni 1978, wordt opgeheven.

Art. 18. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 maart 1981.

Art. 19. Onze Minister van de Vlaamse Gemeenschap, Onze Minister van Financiën en Onze Staatssecretaris voor de Vlaamse Gemeenschap zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 maart 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van de Vlaamse Gemeenschap,

G. GEENS

De Minister van Financiën,

M. EYSKENS

De Staatssecretaris voor de Vlaamse Gemeenschap,

Mevr. H. DE BACKER-VAN OCKEN